



Groupe Front National - Région Centre-Val de Loire

**Session Plénière des 29 et 30 Juin 2017**

**Intervention de Gilles GODEFROY**

**Rapport N° 17.02.06**

**Communication sur le transfert de compétence sur les transports  
interurbains et scolaires**

Monsieur le Président,

Parmi les nouvelles compétences échues à la Région se trouve le transport scolaire. On aurait pu croire, que le département, plus proche des établissements, de la population et des entreprises de transport aurait été plus apte à s'occuper de cette charge.

Mais non, la loi NOTRe en a décidé autrement et la Région, dans sa grande vision a décidé, au niveau transport en général homogénéiser *l'organisation des transports sur le territoire régional*

Et on va homogénéiser, puisque pour 25 €, les familles auront droit à la gratuité des transports scolaires et on parle de 60 000 familles. De plus, pour accompagner cette réforme la Direction des Transports et Mobilité Durable passera de 17 à 73 agents. Tout ceci pour une ardoise de 11,3 M€. Mais ce n'est qu'une estimation. Nous pensons par conséquent qu'il est nécessaire d'attendre les résultats avant de s'engager plus en avant dans la gratuité comme le propose le CESER.

En effet, une fois le principe de gratuité accepté, celui-ci ne connaît plus de limite. Le rapport de CESER est à ce titre très instructif : il veut étendre la gratuité aux élèves qui utilisent le transport urbain, au nom de l'équité. Ce serait plutôt aux villes, aggro et autres métropoles de gérer ce genre de souhait, car ce sont eux qui vont drainer les fonds et subsides, pas les régions qui ne récupèrent que les charges.

Il en va de même pour les souhaits de la gratuité étendue au week-end et aux périodes de vacances scolaires pour favoriser la mobilité des jeunes et leur permettre un accès facilité à la culture, aux sports et aux loisirs. Idem pour l'extension de cette gratuité aux étudiants, aux étudiants, apprentis et jeunes en formation.

Il nous paraît indispensable d'attendre les résultats après un ou deux années de fonctionnement avant de se lancer dans la grande aventure de la gratuité, une et indivisible.

Mais, quand on parle transport scolaire, on pense surtout à la ruralité et dans cette communication sur les transports on est surpris de voir envisagé le covoiturage comme faisant partie du plan de la Région. Au départ, le covoiturage n'est qu'une situation de débrouille qui a pris de l'ampleur grâce aux nouvelles technologies, je le répète : maintenant il est dans le plan de la région, et une fois qu'une idée est dans le tuyau, elle finit toujours par ressortir, d'une manière ou d'une autre. L'évoquera-t-on un jour pour ce qu'on appelait autrefois le ramassage scolaire.

C'est pourquoi nous insistons pour que le transport scolaire reste le transport scolaire, particulièrement au service de la ruralité. Il ne faut pas, qu'une fois encore, on voit un service public délaisser les campagnes ou les desservir moins, pour des raisons de finances et de rentabilité. Notre nouveau gouvernement aime beaucoup la rentabilité et il faudra être très vigilants sur des dérives possibles de la gratuité qui se ferait au mépris d'une ruralité qui se meurt chaque jour d'avantage.